

OECD *Multilingual Summaries*

Perspectives on Global Development 2017

International Migration in a Shifting World

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/persp_glob_dev-2017-en](https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2017-en)

Perspectives du développement mondial 2017

Les migrations dans un monde en mutation

Résumé en français

Le développement économique mondial stimule les migrations

En 2015, environ 243 millions de personnes vivaient en dehors de leur pays natal, chiffre représentant 3.3 % de la population mondiale et une augmentation de 2.7 % par rapport à 1995. Le basculement de l'activité économique mondiale vers les pays en développement (à faible revenu ou à revenu intermédiaire) observé au cours des deux dernières décennies ne s'est pas accompagné d'une réorientation des flux migratoires vers ces pays. En utilisant une nouvelle classification des pays en trois catégories pour étudier l'impact du basculement de la richesse sur les migrations, le rapport indique qu'au contraire, les migrants sont de plus en plus attirés vers les pays de destination traditionnels à haut revenu. Entre 1995 et 2015, le pourcentage d'immigrés accueillis par ces pays a augmenté de 13 points de pourcentage pour atteindre près des deux tiers du total mondial. Par ailleurs, le développement économique enregistré dans les pays en développement a stimulé les migrations internationales car les personnes qui ont les moyens financiers d'émigrer sont plus nombreuses.

Les gens sont attirés vers ces destinations parce que les revenus y sont plus élevés et la qualité de vie meilleure. Bien que de nombreuses économies en développement progressent, l'écart de revenu avec les pays à haut revenu a augmenté et les différences en termes de qualité de vie sont encore importantes. La présence de réseaux de migrants (familles, amis et communautés) vivant déjà dans les pays de destination traditionnels contribue aussi à réduire le coût des migrations et renforce la concentration dans quelques destinations préférées.

Les politiques publiques ont aussi une influence sur les migrations. Au-delà des politiques migratoires proprement dites, un large éventail de politiques influence les flux migratoires et les tendances des migrations de diverses façons, souvent complexes. Il est essentiel de comprendre ces influences pour maximiser les avantages des migrations et minimiser leurs coûts aussi bien pour les pays d'origine que pour les pays de destination et pour les migrants.

Alors que la plupart des migrants internationaux se déplacent volontairement, certains sont contraints d'émigrer pour fuir des conflits armés ou la violence. Fin 2015, on dénombrait au total 16.1 millions de réfugiés. Contrairement aux autres migrants internationaux, la plupart des réfugiés – 87 % – sont accueillis dans des pays en développement.

Faire des migrations un moteur du développement

Les migrations internationales représentent une opportunité aussi bien pour les pays d'origine que pour les pays de destination et pour les migrants. Toutefois, leurs avantages ne sont pas pleinement exploités et il faut intensifier les efforts pour tirer parti d'un monde de plus en plus mobile. Dans un contexte où tous

les gens qui aspirent à émigrer ne le font pas, une approche à trois volets est nécessaire pour faire des migrations un moteur du développement.

Premier volet : Concevoir des politiques qui intègrent la dimension du développement

Bien qu'elles ne soient pas une condition nécessaire du développement, les migrations peuvent le favoriser de façon significative, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays de destination. Les responsables de l'action publique doivent concevoir des stratégies de migration et de développement pour minimiser les coûts induits par la mobilité humaine et maximiser ses effets positifs.

Dans les pays d'origine, les politiques doivent abaisser les coûts des transferts de fonds des travailleurs émigrés et les canaliser vers des investissements productifs, associer les diasporas à des initiatives de développement, favoriser le retour et la réinsertion des migrants, et fournir un appui aux familles restées au pays. Les pays préoccupés par des taux élevés d'émigration doivent redoubler d'efforts pour améliorer les conditions de vie dans le pays, notamment en créant des emplois décents et en améliorant le bien-être.

Dans les pays d'accueil, les politiques doivent améliorer les marchés du travail, réduire la taille du secteur informel, élargir la base fiscale et renforcer les marchés financiers pour maximiser les avantages économiques de l'immigration, promouvoir l'intégration et la cohésion sociale en permettant aux immigrants d'accéder à une formation linguistique, à l'éducation et aux prestations de santé, protéger leurs droits quel que soit leur statut migratoire et concevoir des stratégies de communication pour faire évoluer l'attitude du public vis-à-vis de l'immigration.

Les décideurs des différents secteurs doivent aussi mieux prendre en compte les interactions entre la politique migratoire et les autres politiques publiques, en intégrant la question migratoire dans leurs stratégies de développement.

Deuxième volet : Promouvoir la cohérence politique et institutionnelle

Les responsables politiques devraient chercher à améliorer la coordination des initiatives publiques pour renforcer la contribution des migrations au développement. Une meilleure cohérence politique peut aider à trouver des compromis équilibrés en tenant compte des besoins et du bien-être de toutes les parties prenantes, en particulier des migrants.

Pour assurer la cohérence politique et institutionnelle au niveau national, il faut adopter des mécanismes permettant de faciliter la coordination intra-gouvernementale, encourager les initiatives locales car les autorités locales sont souvent en première ligne pour gérer l'immigration, et promouvoir des consultations et des partenariats avec des acteurs non-gouvernementaux concernés par les migrations et le développement.

Les politiques mises en œuvre dans un pays ont aussi des retombées dans d'autres pays. Ainsi le protectionnisme commercial pratiqué par les pays à haut revenu, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et du textile, constitue un obstacle au développement des pays où la main-d'œuvre est bon marché, de sorte qu'il contribue indirectement à intensifier les pressions migratoires provenant des pays en développement. Les décideurs doivent donc tenir compte de ces dilemmes pour mettre en œuvre des politiques plus cohérentes.

Troisième volet : Renforcer la coopération internationale

La communauté internationale doit renforcer les mécanismes de coopération pour relever les défis présents et futurs communs en matière de migration.

Les effets positifs et l'efficacité des migrations peuvent être renforcés par des accords bilatéraux, notamment par des accords de visas pour ajuster le nombre de visas en fonction de l'évolution de la situation dans les deux pays, des accords de reconnaissance mutuelle et de cadres de qualifications, des accords de partenariat pour développer les compétences et des accords de transférabilité des pensions de retraite.

Pour encourager la mobilité régionale, les pays pourraient inscrire la liberté de circulation dans leurs accords commerciaux régionaux et les agences régionales pour l'emploi pourraient donner des informations sur les emplois disponibles dans d'autres pays.

La gouvernance mondiale des migrations internationales est actuellement limitée. L'inclusion de cibles liées aux migrations dans les objectifs de développement durable devrait définir des engagements pouvant faire l'objet d'un suivi aux niveaux multilatéral, régional et national. Le Pacte mondial pour les réfugiés et un Pacte mondial pour des migrations sûres, régulières et ordonnées qui devraient être adoptés en 2018 viendraient consolider l'architecture de gouvernance mondiale.

Pour résoudre la crise des réfugiés, il faut renforcer la solidarité internationale. Les pays à haut revenu doivent aider les pays qui accueillent des réfugiés en augmentant leur aide financière, en élaborant des accords de réinstallation et en facilitant l'accès des réfugiés aux filières alternatives (immigration de travail, visas d'études, etc.).

Les migrations sont une dimension importante de la mondialisation et elles sont appelées à s'intensifier. Il est nécessaire d'avoir des données plus précises, d'intensifier les recherches et de fonder l'action des pouvoirs publics sur des éléments concrets. La communauté internationale doit à la fois trouver des solutions durables pour relever les défis futurs d'un monde de plus en plus mobile, et pour résoudre des situations de crise qui précipitent hors de leurs frontières des hordes de désespérés qui fuient la guerre. Il reste encore beaucoup à faire pour promouvoir un développement durable et faire en sorte que les migrations y contribuent.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2016), *Perspectives on Global Development 2017: International Migration in a Shifting World*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/persp_glob_dev-2017-en